

Méditerranée occidentale et terrorisme mondial : quels défis ? quelles réponses ?

La lutte anti-terroriste de l'UE, en coopération avec le Maghreb, devrait s'inscrire dans le cadre de la stratégie de l'ONU.

Fernando Reinares

Le terrorisme mondial actuel, c'est-à-dire celui qui est en relation directe ou indirecte avec Al Qaida, reste une menace commune pour toute la Méditerranée occidentale. Néanmoins, sa signification varie fortement d'une rive à l'autre: de problème de sécurité intérieure comme définissent ce phénomène les démocraties libérales du sud de l'Europe, à facteur d'instabilité pour les régimes d'Afrique du Nord. Les manifestations de cette violence ne sont pas non plus uniformes, ni même dans chacun de ces domaines. En Algérie, par exemple, les attentats sont tout particulièrement fréquents. Au cours des dernières années, une part plus que significative de ceux-ci étaient très meurtriers, et réalisés par des kamikazes. Au Maroc, en Tunisie et en Libye, même si ce n'est pas le cas, les services de sécurité ont récemment démantelé un grand nombre de cellules ou de réseaux terroristes, et arrêté des centaines d'individus. Il n'y a rien d'étonnant à ce que certaines de ces opérations policières aient empêché des événements qui auraient pu être aussi cruels que ceux de 2002 à Djerba ou 2003 à Casablanca, pour ne citer que les plus importants. Quoi qu'il en soit, le terrorisme mondial s'étend depuis le Maghreb jusqu'à des pays situés plus au Sud, dans la frange du Sahel, comme la Mauritanie, le Mali ou le Niger.

D'autre part, ce terrorisme lié d'une façon ou d'une autre à Al Qaida et établi sur la rive sud de la Méditerranée occidentale projette également sa menace vers le Nord, dans l'espace de l'Europe méridionale. En effet, il ne porte pas seulement préjudice aux citoyens et aux intérêts de la France, l'Espagne ou l'Italie dans la région nord-africaine. Il représente une menace pour ces trois pays à l'intérieur de leurs territoires nationaux respectifs, et même pour d'autres plus septentrionaux appartenant au même continent, comme c'est le cas de la Belgique, des Pays-Bas ou du Danemark. Cela n'est pas un hasard si la plupart des individus qui ont été appréhendés ces dernières années dans le sud de l'Europe pour des activités liées au terrorisme mondial actuel avaient des origines ou des connexions maghrébines. Même s'ils étaient surtout impliqués dans la mobilisation de ressources humaines et financières à

transférer en Afrique du Nord et autre zones, certains préparaient des attentats sur le territoire européen. Il est inutile de rappeler que la grande majorité des personnes impliquées dans les attentats du 11 mars 2004 à Madrid étaient maghrébines. Dans les cas espagnol et italien, il s'agit surtout de marocains, d'algériens ou de tunisiens qui, en règle générale, sont des immigrés de première génération. Dans le cas de la France, à cette catégorie de personnes s'ajoutent leurs descendants, appartenant aux deuxième et troisième générations.

Al Qaida dans le Maghreb et ses limitations

D'une part et d'autre de la Méditerranée occidentale, parmi les acteurs du terrorisme mondial présents dans la région, il convient de mentionner l'organisation d'Al Qaida au Maghreb islamique-AQMI (*Qaida al Yihad fi Bilad al Maghrib al Islami*). Elle est née en tant que telle au début 2007, issue du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), provenant à son tour de la scission, vers 1998, du Groupe islamique armé (GIA) qui s'était constitué au début des années quatre-vingt-dix. Ce dernier avait maintenu, au cours de cette période, une relation délicate avec la récente Al Qaida, mais le GSPC finit par fusionner avec elle dans le cadre d'un accord de convenance mutuelle dont la négociation fut différée pendant plus d'un an, après avoir internationalisé de manière progressive son agenda, initialement algérien, jusqu'à adopter une envergure panislamique. Cette trajectoire se devait dans une large mesure aux liens étroits entre le GSPC et l'extension iraquienne de la structure terroriste menée par Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri lorsque son dirigeant était le jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui. Immédiatement après que ce groupe soit devenu le noyau central de la nouvelle branche nord-africaine d'Al Qaida, certaines modifications deviennent évidentes dans la méthode d'exécution de ses attentats, qui introduit entre autres le terrorisme suicide.

En juin 2007, deux mois après la spectaculaire série d'attentats perpétrés le 11 avril à Alger, qui mit en évi-

Fernando Reinares, responsable de la chaire de Sciences politiques et études de sécurité de l'université Rey Juan Carlos, et directeur du Programme de terrorisme mondial auprès du Real Instituto Elcano. Madrid.

dence le nouveau répertoire de violence terroriste adopté par AQMI, son leader, Abou Moussab Abdelouadoud, déclara que l'organisation avait été « créée pour prononcer la parole de Dieu et l'Etat du Coran, pour libérer les peuples du Maghreb du joug des corrompus, des tyrans et des traîtres, et reconstruire la société sur les principes de la justice, la religion et la moralité, vers une unité spirituelle, géographique et politique mettant fin aux divisions et différences ». Après l'énoncé de ses objectifs, aussi bien islamistes que panmaghrébins, il poursuivait en ces termes : « l'unité entre les *moujahiddines* du Maghreb islamique et ceux d'Orient, sous un même étendard et un même émir, constitue une initiative historique importante, à travers laquelle les *moujahiddines* ont atteint un objectif de grand intérêt stratégique craint par l'Occident, et dont les conséquences peuvent être déterminantes dans l'avenir du combat entre l'Occident et l'Islam ». La rhétorique d'AQMI a insisté depuis lors, à travers de nombreux discours diffusés par Internet, sur un programme d'intervention préférentiellement régionale, tout en s'inscrivant dans la stratégie globale menée par Al Qaida.

Cette nouvelle donne suppose, d'une part, placer dans son principal point de mire les régimes nord-africains actuels, dont elle critique les plus hauts mandataires de façon réitérée et implacable ; d'autre part, que les sociétés des pays maghrébins constituent la population de référence, au nom de laquelle elle prétend mettre en œuvre ses activités et dont elle espère recevoir un soutien. Or, dans un communiqué du mois de février 2007, AQMI signalait déjà que ses « véritables ennemis » étaient « l'alliance du mal des juifs, des croisés et de leurs esclaves, des apostats et de ceux qui les aident ». En janvier 2009, son émir parlait d'ébranler « les fondements de l'alliance satanique, composée de juifs, chrétiens et renégats », rappelant ainsi l'empreinte à la fois *takfir* et antioccidentale de son idéologie. Cette seconde orientation a des implications évidentes pour les citoyens et intérêts étrangers, en particulier – mais pas uniquement – européens, américains et israéliens, vis-à-vis de la Méditerranée occidentale, comme de nombreux faits l'ont démontré. Ce qui est certain, c'est que l'extension nord-africaine d'Al Qaida a hérité de son prédécesseur, le GSPC, une hostilité particulière vis-à-vis de la France – décrite en juin 2009 par son leader comme la « mère de tous les maux » – où il existe des raisons fondées de craindre la commission d'un attentat suicide. Mais son animosité envers l'Espagne et les espagnols n'en est pas moins significative.



En juin 2009, Al Qaida au Maghreb islamique assassine le britannique Edwin Dyer, enlevé en compagnie de trois autres touristes – deux suisses et un allemand (sur la photo) – sur le territoire nigérien alors qu'ils revenaient d'un festival culturel au Mali à la fin janvier 2009. / REUTERS/CORDON PRESS

Cependant, l'Al Qaida au Maghreb islamique, bien qu'elle ait perpétré environ une demi-douzaine d'attentats par mois depuis sa constitution, n'est pas devenue l'organisation panmaghrébine qu'elle prétendait. Il est indéniable que son influence est ressentie dans toute la région et qu'une bonne partie de son potentiel de développement persiste, mais d'un point de vue opérationnel, elle reste confinée à l'intérieur des frontières algériennes, où se sont produits l'immense majorité de ses actes de terrorisme. Au-delà de cette démarcation, où l'extension nord-africaine d'Al Qaida lutte pour survivre à l'offensive du gouvernement algérien contre ses bases en Kabylie et Boumerdès, ses principales victoires se réfèrent au maintien d'infrastructures sahariennes destinées à l'entraînement que le GSPC possédait déjà, à la structure – qui n'est pas non plus entièrement nouvelle – de quelques rares cellules rattachées auxquelles s'intègrent des ressortissants d'autres pays de la région et à l'utilisation de certaines conditions favorables au kidnapping, à des fins économiques, de voyageurs occidentaux. Abou Moussab Abdelouadoud et les siens n'ont que moyennement réussi à rassembler les membres d'autres groupes armés maghrébins ayant une orientation idéologique similaire, mais aujourd'hui virtuellement disparus ou en forte décadence. Même les dirigeants du Groupe islamique combattant libyen ont choisi en novembre 2007 de rejoindre Al Qaida – qui comptait

déjà certains d'entre eux dans ses rangs – et non pas la branche nord-africaine de cette structure terroriste, dont le leadership est encore exclusivement algérien.

D'autre part, les victimes d'AQMI sont principalement algériennes et par là-même musulmanes : les attaques contre des policiers ou militaires du pays dans lequel cette organisation terroriste opère préférablement, et l'ensemble des attentats terroristes suicides que leurs militants commettent dans des environnements urbains, provoquent souvent des victimes mortelles ou des blessés parmi les civils. Il s'agit là d'une réalité qui semble avoir une répercussion très négative sur l'image de l'extension nord-africaine d'Al Qaida, parmi les personnes que les terroristes considèrent comme leur population de référence, en Algérie et dans le reste du Maghreb, ce qui suscite des controverses dans les pages d'Internet qui attirent les adeptes de l'idéologie du terrorisme global. Les dirigeants de cette organisation terroriste insistent néanmoins sur la justification de l'assassinat des premiers en les qualifiant de renégats ou de traîtres et, suite aux critiques reçues, prononcent des messages similaires à celui diffusé au mois de mai 2007, dans lequel ils avertissaient « les musulmans de ne jamais rester à proximité des institutions gouvernementales, et en particulier celles liées à la sécurité, car ils pourraient être la cible des *moujahiddines*, de ne jamais se mêler aux apostats et responsables publics et de s'éloigner des lieux fréquentés par les étrangers, qu'ils soient diplomates, hommes d'affaires ou touristes ».

Contre-terrorisme et coopération régionale

Les pays du sud de l'Europe dans lesquels on constate une menace inhérente à Al Qaida dans le Maghreb islamique disposent de structures de sécurité intérieure raisonnablement bien préparées pour l'affronter, même si elles ne sont pas infaillibles. En France, depuis les attentats perpétrés à Paris et autres localités en 1995 par le GIA, en Italie à compter du 11 septembre 2001 et en Espagne après les événements du 11 mars 2004. Une bonne partie de leurs mesures vis-à-vis du terrorisme mondial actuel se sont européanisées au cours des dernières années, en équilibrant les exigences de sécurité requises par cet enjeu avec la sauvegarde des garanties légales et la protection des droits de l'homme caractéristiques des démocraties libérales, tout en renforçant les mécanismes intracommunautaires de coopération internationale. Dans les régimes d'Afrique du Nord, la situation politique est bien différente : les initiatives contre le terrorisme sont généralement disproportionnées, l'élaboration de stratégies à moyen et long terme visant à éliminer les conditions systémiques propices à la radicalisation violente, bien qu'à grand intérêt dans certains cas, est encore très récente et la coopération entre les pays de la région réellement insuffisante, en particulier entre l'Algérie et le Maroc. Certaines initiatives récentes, comme celle réalisée sous les auspices des autorités mauritaniennes en février 2009 – rassem-

blant des responsables des services d'intelligence algériens, marocains, tunisiens et libyens – ou l'accord en matière de lutte contre le terrorisme souscrit par l'Algérie, la Libye et le Mali en juillet de cette année, indiquent cependant que cette situation pourrait s'inverser.

La France, l'Espagne et l'Italie ont mis en œuvre séparément une coopération antiterroriste avec plusieurs pays du Maghreb et du Sahel, de nature bilatérale – la formule préférée dans ce genre d'affaires – qui oscille entre améliorabile et excellente, selon les cas. Elles disposent cependant de procédures formelles et de forums informels à travers lesquels promouvoir, de façon individuelle ou collective, une coopération bilatérale et multilatérale efficace entre les autorités étatiques d'Afrique du Nord pour lesquelles, aussi bien l'extension territoriale d'Al Qaida, qui opère dans la région, que les groupes connexes ou cellules et réseaux, indépendants mais inspirés de la même idéologie extrémiste, représentent à l'heure actuelle un grave motif de préoccupation. En ce sens, le code de conduite dans la lutte contre le terrorisme, approuvé en 2005 à Barcelone par les pays du Partenariat euroméditerranéen – parmi lesquels se trouvent ceux du bassin occidental – représentait non seulement un texte inédit mais encore une étape plus qu'importante pour instaurer un cadre de référence, adapté dans ses contenus et dans le discours à une approche européenne, en vue d'encourager et d'élargir la collaboration internationale face à une menace qui, tout au moins dans son expression globale liée à Al Qaida, était entendue comme partagée. C'est dans ce domaine que s'inscrivent les projets, concrètement de nature technique, mis en marche au cours des dernières années.

En ce même sens, la Stratégie contre le terrorisme approuvée en décembre 2005 par l'Union européenne, à laquelle appartiennent les trois pays situés sur sa frontière méridionale, mentionne déjà explicitement comme vital le besoin de coopérer en matière de sécurité avec les pays d'Afrique du Nord, qu'elle considère comme destinataires préférentiels de l'assistance. Un nouveau programme triennal adopté par la Commission européenne en avril 2009 pour combattre le terrorisme inclut également parmi ses priorités le soutien des capacités antiterroristes des pays du Sahel. Ces décisions, entre autres, vont dans le sens des efforts connus des Etats-Unis dans la région. Mais il est important d'avoir à l'esprit que ces échanges sont poursuivis avec les interlocuteurs de régimes où les garanties juridiques et le respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme ne correspondent pas à ceux des démocraties. Or, d'après l'expérience acquise, une telle circonstance est généralement antiproductive pour prévenir et combattre ce type de phénomènes. Dans tous les cas, si s'agit de décisions européennes d'ordre communautaire qui, pour atteindre les résultats visés, bénéficieraient d'une plus grande légitimation si elles s'inscrivaient dans le cadre d'un programme conçu pour implanter en Afrique du Nord la stratégie globale contre le terrorisme des Nations unies. ■